

[Page d'accueil](#)[A propos](#)[Liens utiles](#)[Nous contacter](#)

[Page d'accueil](#) -> [Codes et Lois du Rwanda](#) -> [Volume 4: Droit Civil et Social](#) -> [Droit Social](#) -> [Sécurité sociale](#) -> [Organisation de la sécurité sociale](#) -> [Mesures d'exécution](#) > **8 DÉCEMBRE 1987 - ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 1931bis/06. Modalités de déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles(J.O., 1988, p. 75). (Voir Annexe)**

Loi aussi disponible en : Kinyarwanda

TITRE 8 DÉCEMBRE 1987 - ARRÊTÉ MINISTÉRIEL N° 1931BIS/06. MODALITÉS DE DÉCLARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

DÉCLARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES(J.O., 1988, p. 75). (Voir Annexe)

Date de promulgation: 1987-12-08

Date de publication: 0000-00-00

Status: **En vigueur**

TABLE DE MATIERE

[Chapitre 1. DE LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES](#)

[Chapitre 2. DE L'OBJET ET DE LA PROCÉDURE DE L'ENQUÊTE](#)

TEXTE

[Chapitre 1. DE LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES](#)

Article: 1

L'employeur est tenu de déclarer à la Caisse Sociale et à l'Inspection du Travail du ressort, dans un délai de 48 heures à compter du moment où il en a pris connaissance, tout accident de travail ou toute maladie professionnelle dont sont victimes les salariés occupés dans l'entreprise.

En cas de carence ou d'impossibilité de l'employeur, la déclaration peut être faite par la victime ou ses représentants ou par l'autorité locale compétente à la demande de la victime ou de ses représentants.

Article: 2

La déclaration susvisée est établie sur les imprimés délivrés à cet effet par la Caisse Sociale du Rwanda dénommée, ci-après Caisse Sociale, en 6 exemplaires qui sont adressés respectivement deux à la Caisse Sociale, le 3ème à l'Inspecteur du Travail du ressort, le 4ème à l'Agent de liaison de la Caisse Sociale du ressort, le 5ème à la victime et l'employeur en garde la copie.

La déclaration peut être déposée auprès des destinataires ou envoyée par voie postale, le cachet de la poste faisant foi.

Article: 3

Chacune des rubriques de l'imprimé de la déclaration de l'accident doit être remplie d'une façon précise, en indiquant :

- a) nom, prénoms, qualité et adresse de l'employeur, la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise, ainsi que le numéro matricule auprès de la Caisse Sociale;
- b) nom, prénoms, qualité et adresse du déclarant;
- c) nom, prénoms, adresse, lieu et date de naissance de la victime ainsi que son numéro d'immatriculation auprès de la Caisse Sociale, le numéro de sa carte d'identité;

- d) date d'entrée en service, profession et fonction habituelle de l'assuré;
- e) lieu, date, cause et circonstances de l'accident du travail;
- f) date de cessation du travail et éventuellement date du décès;
- g) noms, prénoms et adresses des principaux témoins de l'accident;
- h) s'il y a lieu, nom, prénom et adresse du tiers responsable de l'accident;
- i) rémunérations perçues par la victime au cours des trois derniers mois civils précédant celui au cours duquel est survenu l'accident.

Outre les renseignements prévus au paragraphe 1 ci-dessus, la déclaration de maladie professionnelle doit également mentionner, les noms et adresses des employeurs, chez lesquels la victime a antérieurement travaillé ainsi que la durée des services et les emplois occupés.

En cas de décès d'une victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle, l'autorité locale compétente est tenue de fournir à la Caisse Sociale, les renseignements dont celle-ci peut avoir besoin, notamment en ce qui concerne les ayants-droit.

Article: 4

L'employeur est tenu, dès l'accident survenu :

- de fournir à la victime les soins d'urgence;
- d'aviser le médecin des services médicaux d'entreprise ou à défaut, le médecin le plus proche;
- éventuellement de diriger la victime sur le centre médical hospitalier public ou privé le plus proche.

Article: 5

1. Le certificat médical de première constatation de l'accident du travail ou de la maladie professionnel—le appelé attestation médicale de première constatation, doit être établi par le médecin traitant et adressé à la Caisse Sociale par l'employeur dans les plus brefs délais.

2. Ce certificat doit mentionner :

- a) les nom, prénoms et l'adresse du médecin traitant;
- b) les nom, prénoms et adresse de la victime et son numéro matricule à la Sécurité Sociale;
- c) les nom ou raison sociale, adresse de l'employeur et son numéro matricule à la Caisse Sociale;
- d) la date et le lieu de l'accident;
- e) la description des lésions ou de la maladie;
- f) la durée probable de l'incapacité de travail;
- g) l'évolution probable de l'état de la victime.

3. Le certificat médical de première constatation ne peut couvrir qu'une période ininterrompue maximum de 30 jours. A l'expiration de cette période, la victime doit se soumettre à un nouvel examen médical pour constater la guérison ou la consolidation des lésions.

Lorsque l'autorité médicale constate que la victime est encore en incapacité de travail, elle établit le certificat de prolongation d'incapacité, renouvelable pour chaque période de 30 jours. Toutefois, le cumul de ces périodes de prolongation ne peut dépasser 150 jours.

4. En cas de maladie professionnelle, le certificat médical de première constatation, établie par le médecin, doit indiquer la nature de la maladie et notamment les manifestations mentionnées sur la liste des maladies professionnelles ainsi que les suites probables.

Les dispositions de l'alinéa 3 du présent article sont applicables par analogie.

5. Le certificat médical sera accompagné d'une notification attestant que la victime reçoit les soins réguliers d'un médecin ou a été dirigée sur un établissement hospitalier public ou privé dûment agréé par le Gouvernement.

6. Le certificat est établi en 4 exemplaires par le praticien qui adresse un exemplaire à la Caisse Sociale, le 2ème à la victime, le 3ème à l'agent de liaison de la Caisse Sociale du ressort et en conserve une copie.

Article: 6

Dans les huit jours qui suivent la guérison de la blessure sans incapacité permanente ou la consolidation des lésions s'il y a incapacité permanente, ou le décès de la victime, un certificat médical indiquant les conséquences définitives si celles-ci n'avaient pu être antérieurement constatées, est établi par le médecin en quatre exemplaires qui seront adressés aux destinataires indiqués à l'alinéa 6 de l'article 5 du présent arrêté.

Ce certificat doit notamment mentionner :

- a) les nom et adresse du médecin;
- b) les nom et adresse de la victime ainsi que son numéro d'immatriculation à la Sécurité Sociale;
- c) les nom ou raison sociale et adresse de l'employeur;



- d) la date de la guérison, de la consolidation des lésions ou de décès de la victime;
- e) en cas d'incapacité permanente, le taux d'incapacité reconnu et les cas échéants la nécessité pour la victime de recourir de façon constante à l'assistance d'une tierce personne pour les actes de la vie courante et à la nécessité pour elle d'utiliser des appareils de prothèse ou d'orthopédie.

En cas de carence du médecin traitant, la Caisse Sociale fait appel à un autre médecin.

En cas de contestation sur la date de guérison, de la consolidation ou sur le degré d'incapacité permanente, la victime saisit la Commission de recours gracieux, celle-ci soumet le dossier à une Commission Médicale créée par le Ministre ayant la Santé Publique dans ses attributions.

Toutefois, jusqu'au règlement définitif du différend, cette contestation n'empêche pas à la victime de continuer à bénéficier des prestations découlant de la décision attaquée.

Article: 7

Il est institué un  carnet d'accident de travail et de maladies professionnelles  composé de feuillets détachables dont le modèle est annexé au présent arrêté. Chaque feuillet comprend les mentions suivantes :

A. - Identification de l'Employeur - Le numéro matricule à la Caisse Sociale du Rwanda;

- Le nom ou raison sociale;
- L'adresse.

B. - Identification de la victime

- Le nom et prénom;
- Surnom;
- Date et lieu de naissance;
- Commune et Préfecture;
- Père et Mère;
- Date d'entrée en service;
- Numéro matricule à la Caisse Sociale du Rwanda;
- Date de l'accident ou de la maladie professionnelle;
- Nature des lésions;
- Le siège des lésions;
- Adresse en vue du paiement éventuel.

C. - Etat des prestations

- Date et nature des prestations;
- Les montants des frais afférents;
- La signature de la victime, ou à défaut celle de l'ayant-droit, ou à défaut celle de l'employeur;
- La signature du praticien;
- La signature de l'employeur.

Ce carnet d'accident et de maladies professionnelles constitue un relevé de factures et prestations fournies à la victime.

Article: 8

L'employeur est tenu de délivrer à son travailleur victime d'accident de travail ou de maladie professionnelle, le carnet d'accident sur lequel sont consignés par l'autorité médicale ou pharmaceutique intéressée, la nature et le coût de tous les actes médicaux, pharmaceutiques ou hospitaliers.

Les carnets d'accident sont remis par la Caisse Sociale à l'employeur sur sa demande. Celui-ci est tenu d'en constituer un stock suffisant.

Le carnet d'accident est valable pour toute la durée du traitement. Il comprend des feuillets détachables sur lesquels sont portés par décalque les actes médicaux et hospitaliers ainsi que les médicaments fournis. Ces feuillets sont adressés à la Caisse Sociale par les praticiens, pharmaciens ou centres hospitaliers aux fins de paiement.

Lorsqu'exceptionnellement et par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'employeur et/ou le travailleur auraient été amenés à engager des frais pour l'accident du travail, ils pourraient se faire rembourser par la Caisse Sociale du Rwanda, sur présentation des pièces justificatives.

En cas de contestation du coût des prestations, la victime, l'employeur, le fournisseur ou le praticien concerné sont tenus d'exhiber les pièces ayant servi à l'établissement du feuillet d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

A la fin du traitement ou dès que le carnet est entièrement utilisé, la victime envoie ou remet le carnet à la Caisse Sociale qui délivre, le cas échéant, un nouveau carnet.

Chapitre 2. DE L'OBJET ET DE LA PROCÉDURE DE L'ENQUÊTE

Article: 9

Sur base des certificats médicaux transmis en exécution des dispositions du présent arrêté ou produits par la victime ou ses ayants-droit, la Caisse Sociale peut faire procéder à une enquête ou demander à l'Inspecteur du Travail de l'effectuer pour son compte.

Article: 10

L'enquêteur peut convoquer au lieu de l'enquête, la victime ou ses ayants-droit, l'employeur et toute personne susceptible de fournir des renseignements.

La victime peut se faire assister par une personne de son choix. Le même droit appartient à ses ayants-droit en cas d'accident mortel.

Lorsque la victime est dans l'impossibilité d'assister à l'enquête, l'enquêteur se transporte auprès d'elle pour recevoir ses explications.

Article: 11

L'enquêteur doit recueillir les renseignements permettant d'établir :

a) la cause, la nature, les circonstances de temps et de lieu de l'accident et, éventuellement l'existence d'une faute susceptible d'influer sur la réparation ainsi que les responsabilités encourues.

En cas d'accident de trajet, ces éléments doivent être recherchés et notés avec soin ainsi que, le cas échéant, les motifs qui auraient déterminé la victime à interrompre ou à détourner son parcours;

b) l'identité de la victime et le lieu où elle se trouve;

c) la nature des lésions;

d) l'existence d'ayants-droit, l'identité et la résidence de chacun d'eux;

e) la catégorisation professionnelle de la victime au moment de l'arrêt du travail et d'une manière générale, tous les éléments de nature à permettre la détermination de salaire servant de base au calcul des indemnités et des rentes;

f) le cas échéant, les accidents de travail antérieurs de la victime.

En vue de recueillir tous ces éléments, l'enquêteur peut effectuer au siège de l'établissement ou des établissements ayant occupé la victime, toutes constatations et vérifications nécessaires.

Article: 12

L'enquêteur consigne les résultats de l'enquête dans un procès-verbal établi en trois exemplaires qui fait foi jusqu'à preuve du contraire des faits qu'il a constatés.

Article: 13

La Caisse Sociale peut désigner un expert sur la demande de la victime ou de ses ayants-droit ou de l'employeur.

L'expert dresse un rapport qui doit être envoyé à la Caisse Sociale au plus tard dans vingt jours.

L'expert est tenu au secret professionnel. Ses émoluments lui sont payés par la Caisse Sociale. Il peut recevoir le cas échéant le remboursement de ses frais de déplacement et s'il y a lieu une indemnité pour perte de salaire.

Article: 14

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel de la République Rwandaise.

Cliquer sur ce lien pour ouvrir le document : [N.d.doc](#)

[Retour au top ↑](#)

